



Co-funded by the  
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET  
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)  
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



## RESDECS Policy briefs series

N° 2 - Guinée | Septembre 2025

# **Consolider l'État de Droit en Guinée:** **Lutte contre la Corruption, l'Insécurité** **et renforcement l'espace civique**

## Résumé exécutif

Cette deuxième note de politique analyse une nouvelle vague d'incidents, couvrant notamment la période du 20 août au 26 septembre 2025. L'analyse met en lumière la corruption comme l'indicateur de gouvernance le plus fréquent (12 cas), ce qui impacte les relations de confiance entre gouvernants et gouvernés. De plus, la situation sécuritaire s'est aggravée, marquée par un incident de Niveau Rouge (Crise Imminente) à la prison civile de Beyla et des meurtres par balle à Nzérékoré. Simultanément, la répression et l'interdiction de manifestations pacifiques (04 cas) révèlent une restriction de l'espace civique. Cependant, les autorités nationales, dans leur politique de lutte contre l'insécurité et de renforcement de la cohésion sociale, ont apporté un certain nombre de réponses aux incidents identifiés. Malgré ces réponses politiques, cette note d'information a formulé des recommandations ciblées pour rétablir la légitimité institutionnelle, garantir la sécurité pénitentiaire et publique, et préserver les acquis démocratiques à l'approche des élections présidentielles prévues le 28 décembre prochain.

## Faits saillants

- 12 cas de Corruption ont été recensés, faisant de cet indicateur le plus préoccupant en matière de gouvernance.
- Un incident de sécurité critique de Niveau Rouge a eu lieu à la prison civile de Beyla, soulignant la faiblesse des mécanismes de sécurité pénitentiaire.
- L'interdiction ou la répression de manifestations pacifiques est un indicateur clé (4 cas), notamment à Siguiri, révélant la fragilité de l'espace civique et des libertés fondamentales.
- Les disparités régionales perçues (9 cas) et les violences intercommunautaires (4 cas) restent des foyers de tension majeurs, exacerbés par le manque d'assistance concrète des autorités locales.
- Transition politique fragile : la Guinée est marquée par des périodes de fortes contestations électorales, une gouvernance transitionnelle sous tension et des institutions en quête de légitimité.
- Vulnérabilités structurelles : inégalités régionales, chômage massif des jeunes, accès inéquitable aux services sociaux de base et tensions récurrentes autour du foncier et de la chefferie.
- Défis sécuritaires : circulation d'armes légères, présence de milices locales, manifestations violentes et risques transfrontaliers liés aux flux de réfugiés, aux trafics illicites (or, carburant, armes) et aux retours de groupes armés.

## INTRODUCTION

Dans le contexte de la transition politique guinéenne vers un retour à l'ordre constitutionnel, la prévention des crises nécessite une attention particulière aux signaux faibles et aux indicateurs structurels persistants. Le système d'alerte précoce du projet « Recherche au service de la démocratie et la cohésion sociale (RESDECS) », mis en œuvre par le Gorée Institute en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Sénégal, en partenariat avec ENABEL et l'Union européenne, continue de documenter les menaces à la paix et à la cohésion sociale. À travers la recherche et le dialogue inclusif, le RESDECS ambitionne d'influencer les politiques publiques des États pour une gouvernance démocratique et une cohésion sociale durable. L'alerte précoce est un dispositif de veille, d'analyse et de communication visant à anticiper l'apparition ou l'escalade de crises politiques, sociales ou sécuritaires, afin de permettre aux décideurs de prendre des mesures rapides et adaptées. Elle repose sur la collecte d'informations factuelles, l'analyse de tendances et la formulation de recommandations à court et moyen termes. Le dispositif d'alerte précoce mis en œuvre en Guinée s'inscrit dans un contexte de transition politique fragile, caractérisé par de fréquentes contestations électorales, une gouvernance sous tension et des institutions en quête de légitimité. Les initiatives régionales et nationales visent à détecter les signaux faibles pour anticiper les risques et permettre une réaction rapide des décideurs. Ce programme, articule la recherche et le dialogue social pour influencer les politiques publiques en faveur de la stabilité et de la cohésion sociale. Cette note s'appuie sur une analyse consolidée, intégrant les incidents du 20 aout au 26 septembre 2025, pour mettre en lumière trois vecteurs principaux d'instabilité : la corruption institutionnalisée, la montée des violences sécuritaires et la restriction des libertés publiques.

## Méthodologie

La méthodologie repose sur un dispositif de veille et de monitoring continu s'appuyant sur la collecte d'informations à partir de sources secondaires diversifiées, telles que les rapports officiels, les publications d'ONG et les médias nationaux et internationaux. Une veille active des réseaux sociaux est également menée pour suivre la circulation des rumeurs et des discours de haine.

La méthode de veille et d'analyse reste inchangée, reposant sur un réseau de quatre (04) moniteurs déployés dans les quatre (04) régions naturelles du pays : Basse Guinée (Conakry), Haute Guinée (Kankan, Siguiri et Mandiana), Moyenne Guinée ou Fouta Djallon (Labé, Mamou,) et la Guinée Forestière (Nzérékoré, Lola et Beyla). Ce maillage permet de saisir autant les dynamiques urbaines, marquées par les mobilisations politiques que sociales, et les dynamiques rurales, souvent liées aux tensions foncières, aux rivalités intercommunautaires ou aux effets des crises régionales. Les moniteurs procèdent à une veille documentaire régulière, à une revue de presse systématique, à l'extraction d'informations quantitatives et qualitatives relatives aux indicateurs, ainsi qu'à un codage thématique pour classifier les données en fonction des composantes et sous-indicateurs définis. Ce dispositif méthodologique vise à produire une analyse contextualisée, rigoureuse et opérationnelle, permettant de détecter à temps les signaux faibles, d'identifier les tendances émergentes et de formuler des recommandations, dans une perspective de prévention et de consolidation durable de la paix. La collecte de données provenant de sources médiatiques et d'entretiens est codée selon un référentiel de 67 indicateurs validés lors d'un atelier participatif, structurés autour de la gouvernance politique, de la cohésion sociale et la paix/prévention des conflits. Les résultats présentés ici se concentrent sur les tendances nouvelles et la récurrence des indicateurs les plus critiques dans les domaines de la Gouvernance, de la Cohésion Sociale et de la Paix/Prévention des Conflits.

## Résultats et Analyse : Les trois piliers de l'instabilité

### 1. La corruption comme menace majeure

Les données consolidées indiquent que la corruption est l'indicateur le plus fréquent en matière de gouvernance, avec 12 cas documentés. Cette récurrence alimente une crise de confiance généralisée malgré les efforts des autorités de la transition dans la lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics comme mentionné dans notre précédent numéro.

Exemples concrets : À Kankan, le responsable du marché Sogbé a mobilisé la police pour interpellier des boulangers en anomalie de prix (23 septembre 2025), illustrant une défaillance dans la régulation et la justice économique. Dans la région de Nzérékoré, le Rapport hebdomadaire du moniteur de terrain met l'accent sur la nécessité de « lutter contre la corruption pendant l'octroi des marchés », soulignant que cette pratique est un facteur de fragilité connu des autorités locales. Le sentiment d'injustice est renforcé par les cas d'exactions policières et d'injustices faites aux citoyens (01 cas).

### 2. Escalade de la violence et défi sécuritaire

La période récente a été marquée par des incidents sécuritaires de haute gravité :

- **Crise pénitentiaire** : La tentative d'évasion à la prison civile de Beyla, le 13 septembre 2025, qui a coûté la vie à une personne, signale une défaillance critique du contrôle sécuritaire au sein des institutions carcérales.
- **Criminalité urbaine et impunité** : Le meurtre par balle d'un jeune homme à Nzérékoré le 20 août 2025, met en évidence la hausse de la violence et l'insécurité dans la région Forestière.
- **Conflits intercommunautaires** : La crise des agriculteurs et éleveurs à Lola (18 août 2025), où des femmes ont marché pieds nus

pour dénoncer les violences (incluant l'usage de gaz lacrymogènes) est symptomatique de l'échec des mécanismes de médiation à la base sur cette problématique quand on sait que cette zone enregistre aussi le phénomène de transhumance transfrontalière.

### 3. Rétraction de l'espace civique et atteinte aux libertés

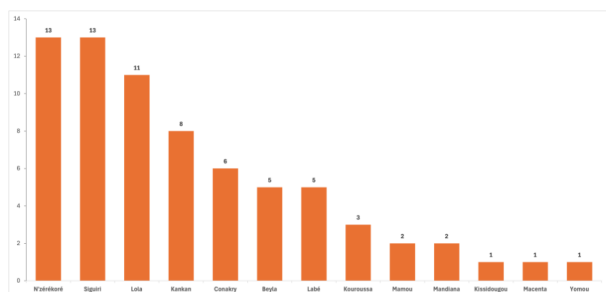
Avec 04 cas d'interdiction ou de répression de manifestations pacifiques, l'espace de participation citoyenne continue de se réduire à l'image des données de notre précédent numéro caractérisé par un rétrécissement de l'espace civique et des préoccupations constantes concernant les libertés fondamentales, notamment la liberté de réunion pacifique et la liberté d'expression. A rappeler que depuis mai 2022, les autorités guinéennes interdisent de manière persistante les manifestations politiques sur l'ensemble du territoire, en dehors des sièges des partis politiques ou des acteurs sociaux alors que l'on assiste régulièrement aux manifestations dans les rues à Conakry et à l'intérieur du pays des mouvements de soutien aux idéaux du CNRD.

L'interdiction de toutes les manifestations par le préfet de Siguiri (semaine du 15 au 21 septembre 2025), sous prétexte de « maintien de la sécurité publique », est un exemple de la restriction unilatérale des libertés publiques. Cette approche, combinée à la non-prise en charge des préoccupations des citoyens (Nzérékoré, Sept 2025), aggrave la frustration et peut mener à des mobilisations plus violentes. Ces restrictions actuelles en Guinée affectent de manière significative l'exercice des droits de manifester, de s'exprimer et de s'associer, dans un contexte de transition politique délicate et de fortes tensions sociales.

Cependant, la décision semble se justifier par le renforcement de la quiétude, car dans un communiqué le Comité national du rassemblement pour le développement avait annoncé « Toutes manifestations sur la voie publique, de nature à compromettre la quiétude sociale et l'exécution correcte des activités

contenues dans le chronogramme (de transition) sont interdites pour l'instant jusqu'aux périodes de campagne électorale ».

**Figure 1 : Répartition des incidents par région**



#### 4. Réponses des autorités

Face aux incidents directement liés aux services publics ou aux catastrophes, l'action des autorités se limite souvent à des mesures d'urgence, sans aborder la cause profonde du problème. Par exemple, suite aux fortes pluies et aux dégâts dans la commune urbaine de Kankan (25 septembre 2025), la réponse a consisté à « mobiliser toutes les ressources nécessaires pour le transfert des objets des victimes ». Bien que louable, cette action est strictement post-catastrophe. Elle ignore l'absence d'infrastructures résilientes et l'urbanisation non maîtrisée, qui sont les véritables causes des inondations récurrentes dans le pays.

Concernant le litige sur les prix des boulangers à Kankan, les autorités ont cherché à « trouver un terrain d'attente entre les parties prenantes ». Il s'agit d'une médiation ponctuelle qui échoue à établir un cadre de régulation économique transparent et préventif, laissant ainsi la porte ouverte à de futures anomalies.

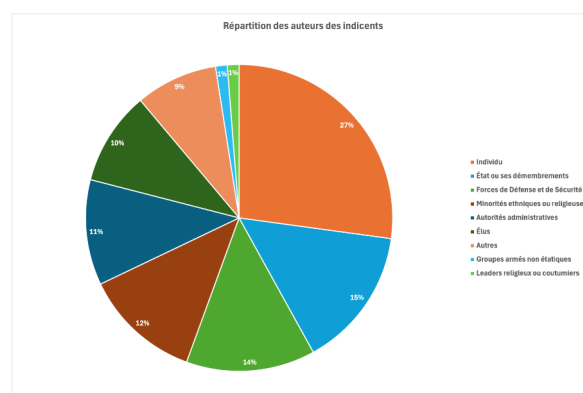
Face aux mobilisations citoyennes et politiques, la réponse se caractérise par une restriction des libertés publiques, justifiée par un impératif sécuritaire. Le préfet de Siguiri a pris la décision d'interdire toutes les manifestations dans sa zone, justifiant cette mesure par la nécessité de « garantir la paix et la quiétude sociale ». Cette approche sécuritaire est un signe de contraction de l'espace civique. Elle ne cherche pas à encadrer ou à dialoguer pour prévenir les débordements, mais à neutraliser un droit constitutionnel.

Après le meurtre par balle d'Amadou Doumbouya à Nzérékoré, la réponse s'est limitée à « l'ouverture d'une enquête pour retrouver les auteurs de ce crime » et au transport du corps pour autopsie. Bien que nécessaire, l'absence de communication sur des mesures immédiates pour lutter contre l'insécurité chronique et les réseaux de corruption des FDS (signalés dans la même zone) ne fait qu'aggraver le sentiment d'impunité.

Concernant la tentative d'évasion meurtrière à la prison civile de Beyla, aucune intervention ou justification immédiate des autorités n'est documentée. L'incident lui-même constitue un échec critique du système sécuritaire et pénitentiaire, exigeant une reconnaissance et un plan de réforme urgents.

En définitive, la faiblesse de la réponse des autorités face aux incidents est un facteur inquiétant. Pour consolider l'État de droit, il est essentiel de passer d'une logique de gestion de crise à une logique de prévention structurelle et de reddition de comptes.

**Figure 2 : Répartition des acteurs des incidents**



# Recommandations

violence locale et les crises sécuritaires. Pour

| Domaines d'Action                              | Recommandations Spécifiques                                                                                                                                                                                                                                             | Acteurs Responsables                                                                       |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| Lutte contre la Corruption                     | Mettre en place un système de suivi et d'audit indépendant (contrôle civil) des marchés publics et des fonds alloués aux régions pour renforcer la transparence et l'efficacité des dépenses publiques.                                                                 | Gouvernement de Transition (Ministères, Inspection Générale d'État), Société Civile (OSC). |
| Gouvernance Pénitentiaire et Sécurité Publique | Mener un audit de sécurité immédiat des prisons civiles, notamment à Beyla, et renforcer la formation des forces de l'ordre sur la gestion de la violence urbaine et le respect des procédures légales pour mettre fin aux exactions.                                   | Ministère de la Justice, Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.              |
| Espace Civique et Dialogue                     | Établir un cadre formel de dialogue entre les autorités locales (Préfets), les partis politiques et les organisations de la société civile pour réguler l'exercice du droit de manifester, assurant la sécurité publique tout en respectant les libertés fondamentales. | Autorités Administratives Locales, Partis Politiques, Société Civile.                      |

## Conclusion

L'analyse des incidents en Guinée révèle des fragilités structurelles qui menacent la cohésion sociale et la stabilité politique, notamment l'inégalité d'accès aux services, la violence institutionnelle et la faiblesse des dispositifs de gestion de crise. Pour prévenir l'escalade des tensions, il est essentiel d'investir dans la médiation locale, la résilience des infrastructures et le dialogue inclusif entre les institutions et la société civile. Une gouvernance transparente, participative et attentive aux signaux faibles permettra de mieux anticiper les crises et de consolider durablement la paix et la démocratie. Durant la période que couvre ce document, la Guinée est confrontée à une situation où la corruption et la restriction des libertés civiles créent un terreau fertile pour l'escalade de la

garantir un processus transitionnel crédible et apaisé, les autorités de la transition mènent une politique afin de lutter contre ces phénomènes. Cependant, il est impératif d'adopter des mesures plus adaptées qui s'attaquent à la racine de ces vulnérabilités structurelles dans le but de renforcer la cohésion sociale.



## Récapitulatif des incidents par indicateur

| Composante/Indicateur                                                                   | Niveau d'alerte |       |        |       | Total |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------|--------|-------|-------|
|                                                                                         | Vert            | Jaune | Orange | Rouge |       |
| Cohésion Sociale en Guinée                                                              |                 |       |        |       |       |
| Disparités régionales perçues dans l'accès aux services publics (santé, eau, éducation) | 1               |       | 6      | 1     | 8     |
| Inactivité ou inefficacité des comités locaux de paix / médiation                       | 1               |       |        |       | 1     |
| Nombre d'incidents interethniques ou intercommunautaires signalés                       |                 | 1     |        |       | 1     |
| Protestations contre les politiques de redistribution ou de développement               | 1               | 1     |        |       | 2     |
| Tensions récurrentes autour du foncier ou du pouvoir local (chefferie, mairie)          | 3               | 1     |        | 1     | 5     |
| Maltraitance                                                                            |                 |       |        | 1     | 1     |
| Affrontement sentimentale                                                               |                 | 1     |        |       | 1     |
| Cambriolage                                                                             |                 | 1     | 1      |       | 2     |
| Gouvernance politique et démocratique en Guinée                                         |                 |       |        |       |       |
| Absence de mécanismes de médiation ou de concertation réguliers                         |                 | 1     |        |       | 1     |
| Absence de représentation équilibrée dans les institutions (ethnie, région, genre)      |                 | 1     | 2      |       | 3     |
| Arrestations ou exil d'opposants politiques                                             |                 |       | 1      | 1     | 2     |
| Boycott d'élections ou institutions par des partis majeurs                              |                 |       | 1      |       | 1     |
| Cadre légal de la participation citoyenne                                               | 1               | 2     | 1      |       | 4     |
| Corruption                                                                              | 1               | 4     | 7      |       | 12    |
| Degré de représentation femmes et jeunes dans les institutions                          |                 |       | 1      |       | 1     |
| Escalade verbale ou appels à la violence par des leaders politiques                     |                 | 1     |        | 1     | 2     |
| Interdiction ou répression de manifestations pacifiques                                 | 1               | 1     |        | 2     | 4     |
| Mécanismes de participation citoyenne                                                   | 1               |       |        |       | 1     |
| Montée du discours de haine ou de désinformation en ligne                               |                 | 1     |        |       | 1     |
| Perception de non-représentation politique (ethnique, régionale, générationnelle)       |                 | 1     |        |       | 1     |
| Révisions constitutionnelles                                                            |                 | 1     |        |       | 1     |
| Taux de confiance dans les institutions politiques                                      |                 | 1     |        |       | 1     |
| Exactions policières et d'injustice faites aux citoyens                                 |                 |       | 1      |       | 1     |
| Paix et Prévention des Conflits en Guinée                                               |                 |       |        |       |       |
| Apparition ou retour de milices locales, groupes d'auto-défense                         | 1               |       |        |       | 1     |
| Boycott d'institutions par des acteurs majeurs (partis, syndicats, OSC)                 | 1               |       |        |       | 1     |
| Circulation non contrôlée d'armes légères ou artisanales                                | 1               |       |        |       | 1     |
| Découverte ou circulation d'armes illicites                                             | 1               |       |        |       | 1     |
| Faible taux de résolution des conflits par les voies légales                            |                 | 1     |        |       | 1     |
| Multiplication des manifestations violentes liées à des revendications politiques       |                 | 1     |        |       | 1     |
| Nombre d'affrontements communautaires ou interethniques                                 |                 |       | 1      |       | 1     |
| Réactivation de conflits historiques ou anciens traumatismes collectifs                 |                 | 2     |        |       | 2     |
| Attaque des magasins                                                                    | 1               |       |        |       | 1     |
| Total                                                                                   | 15              | 23    | 22     | 7     | 67    |

## A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi  
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49  
[info@goreeinstitut.org](mailto:info@goreeinstitut.org)  
[www.goreeinstitut.org](http://www.goreeinstitut.org)

[www.facebook.com/goreeinstitute](https://www.facebook.com/goreeinstitute)  
[www.twitter.com/goreeinstitute](https://www.twitter.com/goreeinstitute)  
[www.instagram.com/goreeinstitute](https://www.instagram.com/goreeinstitute)